



COMMUNIQUE DE PRESSE

EN MOINS DE 48 HEURES PSA ET RENAULT REVIENNENT SUR LES ENGAGEMENTS PRIS !

Malgré les engagements pris, vis-à-vis du gouvernement, de ne pas faire de plans sociaux en 2009, le groupe PSA annonce qu'il va augmenter le nombre de salariés concernés par le plan de départs volontaires, le passant de 3 550 à 6 000 salariés en France (11 000 au total sur l'Europe).

Le groupe RENAULT, quant à lui, maintient son plan de départs volontaires qui concerne plus 4 000 salariés en France ainsi que le gel des investissements industriels dans les nouveaux projets.

C'EST INACCEPTABLE ! L'ÉTAT VA-T-IL SE LAISSER FAIRE EN VERSANT 8 MILLIARDS D'EUROS A DES ENTREPRISES QUI SUPPRIMENT DES EMPLOIS ET GELENT DES INVESTISSEMENT ?

Le 9 février, le Président de la République a présenté les mesures découlant des Etats Généraux de l'Automobile.

Avec ces annonces, ce sont près de 4 milliards d'euros (d'argent public) qui sont versés aux deux constructeurs. 3 milliards d'euros pour le « financement et le développement de nouveaux programmes » et 1 milliard d'euros pour leur société de crédits respectives.

Ces aides, selon le Président de la République (*car malgré nos demandes nous n'avons toujours pas le code de bonne conduite signé par les entreprises de la filière*) sont conditionnées au fait que les entreprises bénéficiaires ne ferment pas de site pendant 5 ans et ne suppriment pas d'emplois en 2009.

Pourtant, nous l'avions déjà dénoncé PSA et RENAULT ont déjà lancé des plans de départs volontaires qui concernent plus de 10 000 salariés. Auxquels s'ajoutent les milliers d'emplois supprimés chez les intérimaires et prestataires qui travaillaient dans ces groupes, comme dans la sous-traitance (chez FAURECIA notamment dont PSA détient 70% du capital)

NOUS LE REAFFIRMONS, CES PLANS DE DEPARTS VOLONTAIRES SONT DES PLANS SOCIAUX DEGUISES.

Pour PSA le compte n'y était pas : l'annonce récente d'augmenter le nombre de salariés visés par ce plan illustre une fois de plus tout le mépris des dirigeants PSA vis-à-vis de leurs salariés et des citoyens français.

L'argent public ne doit pas financer des entreprises qui cassent l'emploi dans l'unique but de créer de la valeur pour l'actionnaire. N'oublions pas que la crise que

nous subissons, provient de choix stratégiques des employeurs et actionnaires orientés uniquement vers le profit et cela aux dépends des salariés et de l'Etat.

Les résultats en trompe l'œil de PSA et RENAULT démontrent que ces stratégies se poursuivent :

PSA annonce une perte de 343 millions d'euros en 2008. Cette perte n'est qu'un **jeu d'écriture comptable** qui a permis au groupe de toucher les 4 milliards d'euros d'aides publiques.

En effet, le communiqué de PSA est clair : **917 millions** d'euros ont été **amputés** des résultats du groupe, provenant de provisions pour restructurations à hauteur de **512 millions** d'euros (c'est-à-dire pour financer les licenciements). Et de **405 millions** d'euros pour dépréciation d'actifs. Sans ces provisions **le résultat du groupe serait de 550 millions d'euros**, ce qui est un bénéfice plus que confortable pour une entreprise en crise.

RENAULT annonce un bénéfice net de 599 millions d'euros pour 2008. **Sans les provisions** pour restructurations pour le plan de départs volontaires le **bénéfice s'établirait à 800 millions d'euros**.

Comparons ce qui est comparable :

- En 2007 les résultats de NISSAN (dont Renault détient 44% du capital) ont rapporté 1 288 million d'euros à RENAULT.
- En 2008 NISSAN c'est 345 millions d'euros soit 943 millions d'euros de moins pour Renault.

Si PSA et RENAULT avaient affiché ces résultats comment le gouvernement aurait pu justifier les 8 milliards d'euros que ces groupes vont percevoir, ainsi que l'exonération de la taxe professionnelle ?

Les groupes PSA et RENAULT disposent de moyens :

De 1999 à 2007, le groupe PSA a réalisé plus de **10 milliards d'euros de bénéfices nets**.

- **2,5 milliards ont été distribués en dividendes aux actionnaires.**
- **2,7 milliards ont été gaspillés en rachat et annulation d'actions.**

RENAULT de 2004 à 2007 a réalisé plus de 13 milliards d'euros de bénéfices et versé près de 2 milliards d'euros à ses actionnaires ces deux dernières années.

METTRE L'ARGENT AU SERVICE DE L'EMPLOI, DES SALAIRES ET DU PROGRES SOCIAL.

Les richesses de l'entreprise et les fonds publics doivent être utilisés, non pour poursuivre un politique de casse de l'emploi et de versement de dividendes aux actionnaires, mais être consacré à la défense de l'emploi, à l'amélioration des conditions de travail et à la progression du pouvoir d'achat.

**Le 19 Mars, lors de la manifestation unitaire
Réaffirmons notre ras le bol face à ces choix
LA CRISE C'EST EUX LA SOLUTION C'EST NOUS !**